

MONDE

Premier déplacement à l'étranger du Premier ministre britannique en France. David CAMERON a dîné à l'Élysée avec le Président Nicolas SARKOZY. « *On est en dehors de la zone euro, on ne subit pas les mêmes pressions (...), nous avons raison de ne pas rejoindre cette zone* », mais « *c'est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne que l'euro soit une monnaie forte.* », a déclaré le Britannique, lors d'une conférence de presse commune, affichant ainsi le désir de faire face ensemble à la crise économique, notamment dans le cadre du G20, que la France présidera fin 2010.

Pas de désaccord avec l'Allemagne. Au cours de la même conférence de presse, le Président SARKOZY a assuré qu'il n'avait « *pas de désaccord* » avec la chancelière allemande sur la réforme de la zone euro. « *J'ai dit à Angela MERKEL, mais elle en est parfaitement convaincue, qu'il ne peut pas y avoir de désaccord entre l'Allemagne et la France sur des sujets de cette importance* ». Il poursuit : « *avec Mme MERKEL on travaille, c'est quasiment quotidien, c'est ça dont l'Europe a besoin* ». M. SARKOZY a ainsi indiqué qu'il était « *d'accord (avec la chancelière) sur le principe de nouvelles sanctions* » contre les pays de la zone euro dont les déficits sont trop importants.

Corées. Regain de tension. Le naufrage de la corvette sud-coréenne Cheonan fin mars a été provoqué par une torpille nord-coréenne. C'est ce que conclut une commission d'enquête internationale. Une « *agression* », selon les Etats-Unis, fermement condamnée par la communauté internationale. La Corée du Nord a qualifié ces accusations « *d'affabulations* » et met en garde contre d'éventuelles sanctions. Le président sud-coréen, a promis « *des mesures énergiques* », mais écarte une riposte militaire contre l'une des pires attaques contre la Corée du Sud depuis la mort en 1987 de 115 personnes, après un attentat visant un Boeing de la Korean Airlines, attribué à la Corée du Nord.

Iran : consensus à l'ONU. Le Conseil de sécurité a examiné un nouveau projet de sanctions pénalisant l'Iran pour son programme nucléaire, malgré un plan turco-brésilien qui évite des sanctions. L'Iran ne pourra investir à l'étranger dans certaines activités sensibles comme les mines d'uranium et ses navires pourront être inspectés en mer. Selon un officiel iranien, l'Iran va informer l'AIEA de sa proposition d'un échange de combustible nucléaire et attend une réponse rapide.

Rapprochement entre Athènes et Ankara. Visite jugée « *historique* » du Premier ministre turc Recep Tayyip ERDOGAN à Athènes. Outre la signature d'une vingtaine d'accords, de la lutte contre l'immigration clandestine à la coopération dans les secteurs de l'énergie, du tourisme ou de l'environnement, les deux dirigeants se sont félicités de la création du Conseil supérieur gréco-turc visant au développement économique. Toutefois, aucune annonce sur les principaux motifs de discorde, la délimitation des espaces aérien et maritime dans la mer Egée ou l'île de Chypre.

Irak : élections validées. Le Premier ministre irakien, Nouri AL-MALIKI, a échoué à ravir la 1^{ère} place du scrutin législatif à son rival laïc Iyad ALLAWI après un nouveau décompte qui a confirmé l'absence de fraudes à Bagdad contrairement à ses allégations. Un gouvernement doit donc être formé, que pourrait néanmoins diriger M. MALIKI après un accord avec les formations chiites rivales.

Coopération de défense France-Liban. Le ministre de la Défense, Hervé MORIN, a souligné la nécessité d'aider l'armée libanaise à prendre sa « *place dans une région par nature instable* », à l'issue d'une visite au contingent français de la Finul dans le sud du Liban. Il a indiqué que la France était « *prête à livrer des hélicoptères pour permettre de donner aux forces armées libanaises des moyens aéroportés significatifs* » ajoutant que des discussions techniques étaient « *en cours* ».

Report du sommet de l'Union pour la Méditerranée (UPM) à novembre. « *Pour donner du temps aux pourparlers indirects* » qui viennent de s'ouvrir entre Israéliens et Palestiniens.

Retour de Clothilde REISS : négociations judiciaires ? L'Iranien Ali VAKILI RAD, assassin de l'ancien Premier ministre, Chapour BAKHTIAR, a quitté la France pour Téhéran, après avoir obtenu sa libération conditionnelle assortie de son expulsion, deux jours après le retour à Paris de la française Clothilde REISS, retenue pendant 10 mois en Iran. Tant la France que l'avocat de M. VAKILI RAD, ont démenti tout lien entre les deux affaires.

EUROPE

Le pouvoir au peuple. Dans son premier discours majeur depuis sa nomination en tant que n°2 du gouvernement de coalition, Nick CLEGG s'est engagé à redonner le pouvoir « *au peuple* », grâce à une réforme politique à l'ampleur inédite. Les citoyens pourront « *obtenir la démission de leurs députés s'ils sont corrompus* » et demander l'abrogation de lois. Les membres de la chambre des Lords seront tous élus, et non plus nommés. Un projet de réforme du mode de scrutin (uninominal majoritaire à 1 tour) sera soumis à référendum.

Le panache belge. La Belgique sera capable d'assurer avec « *punch* » la présidence de l'UE malgré les élections anticipées du 13 juin. C'est Yves LETERME qui l'affirme. Il ajoute : « *même s'il n'y a pas de gouvernement le 1^{er} juillet, il ne faut pas avoir de doute sur la capacité des Belges* » à assurer leurs responsabilités. Les priorités seront annoncées la seconde quinzaine de juin.

Le gilet de la honte. Gabor VONA, président du parti d'extrême droite hongrois Jobbik, qui compte désormais 47 élus au parlement, a prêté serment revêtu du gilet noir de l'uniforme de la Garde hongroise, organisation paramilitaire interdite, lors de la séance inaugurale de l'assemblée. Ce coup d'éclat a été immédiatement condamné par le Président de la République, Laszlo SOLYOM.

Manifestations des fonctionnaires en Espagne. Des milliers de personnes ont manifesté à Madrid contre des baisses de salaires annoncées par le gouvernement. D'autres rassemblements se tenaient dans le pays en prélude à une grève prévue le 8 juin.

Vers une coordination budgétaire dans l'UE ? Les ministres des finances se sont dits prêts à discuter de l'idée de soumettre, à partir de 2011, leurs projets de budget respectifs à un examen européen, avant même qu'ils ne passent devant les Parlements nationaux.

Perspectives financières de l'UE. Le Parlement européen s'apprête à mettre en place une commission spéciale pour définir les priorités parlementaires et la manière dont le budget de l'UE devrait être financé à l'avenir. Le cadre financier pluriannuel actuel de l'UE vient à échéance en 2013.

Les assistants parlementaires européens augmentés. Le Parlement européen a décidé d'augmenter de 1.500 euros (+ 8,5%) le budget mensuel permettant à chacun des 736 députés de rémunérer ses collaborateurs. Le budget global pour payer les assistants parlementaires atteindra donc 19.040 euros par mois et par élu. Une porte-parole explique ces hausses par le fait que les députés ont obtenu de nouvelles attributions depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Couvre-feu étendu en Thaïlande. Les autorités thaïlandaises ont reconduit pour trois nuits le couvre-feu imposé dans la nuit de mercredi à Bangkok et dans 23 provinces. Neuf personnes ont été tuées lors d'affrontements, après l'assaut donné par l'armée à Bangkok, à la suite duquel les dirigeants des opposants se sont rendus.

Pas de perpète pour les mineurs. La Cour suprême américaine a interdit la condamnation à perpétuité d'un mineur sans possibilité de libération, lorsqu'il n'est pas déclaré coupable d'un meurtre.

Nouvelles fondations pour Wall Street. Le Sénat américain a approuvé un projet de loi qui doit déboucher sur la plus vaste refonte du système de régulation financière américain depuis les années 1930, priorité législative numéro un du président OBAMA.

Démission du chef du renseignement américain. Dennis BLAIR s'est démis de ses fonctions, marquant le premier départ d'un haut responsable de l'équipe du président Barack OBAMA.

La marée noire fait tâche. La nappe de brut du golfe du Mexique a été aspirée par un courant marin en direction de la Floride, qu'elle pourrait atteindre d'ici une semaine, avant de s'étendre éventuellement dans l'Atlantique.

Instabilité malgache. Après des affrontements qui ont fait au moins 2 morts, les forces de sécurité malgaches ont maté une rébellion de membres de la gendarmerie nationale.

POLITIQUE INTÉRIEURE

La vertu budgétaire dans la Constitution ? Séminaire sur les déficits publics. Nicolas SARKOZY a annoncé une série de mesures pour les réduire. Parmi elles, une révision

constitutionnelle imposant des objectifs chiffrés sur cinq ans et un ralentissement des dépenses de santé et des collectivités locales. Sur le modèle de la règle d'or allemande, le texte prévoirait que tout gouvernement s'engage après chaque élection « *sur une trajectoire de déficit* » sur cinq ans, ainsi que sur une date de retour à l'équilibre des finances publiques. Le chef de l'Etat a demandé à François FILLON d'engager, pendant quelques semaines, une concertation.

Réactions. La disposition proposée ne pouvant trouver d'application immédiate, elle suscite les critiques de l'opposition. Pour le député PS Jean-Christophe CAMBADELIS, Nicolas SARKOZY prend « *des mesures pour les déficits de ses successeurs* » mais « *ne règle en rien les problèmes actuels* ». Les élus de la majorité qui ont participé aux travaux insistent aussi sur la nécessité de ne pas attendre la révision constitutionnelle pour mettre en pratique les principes énoncés par le chef de l'Etat.

Projet de loi « portant interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public ». Adopté en Conseil des Ministres. Pour le chef de l'Etat, « *la citoyenneté doit se vivre à visage découvert* ». Evoquant les « *diverses objections possibles* » au texte de loi, notamment celles déjà émises par le Conseil d'Etat, Nicolas SARKOZY a estimé qu'il « *appartiendra ensuite aux diverses juridictions compétentes de se déterminer en fonction de l'idée qu'elles se font des principes fondamentaux de notre République et des droits de l'Homme* ».

Rappelons que le texte interdit aux femmes le port du voile intégral dans tout l'espace public, sous peine d'une amende 150 euros et/ou d'un stage de citoyenneté. Les conjoints obligeant leurs compagnes à se voiler seront passibles d'un an de prison et 15.000 euros d'amende. Pendant 6 mois, le gouvernement a décidé d'un délai de grâce avant l'application des sanctions, par « *pédagogie* ».

Calendrier annoncé. Le texte sera devant l'Assemblée nationale en juillet et en septembre au Sénat. Si l'UMP et le PRG approuvent le texte, les centristes restent très divisés. Une large portion de la gauche, qui défendait une interdiction limitée aux seuls services publics et commerces dénonce, une « *stigmatisation des musulmans* ». Le texte est également menacé par une éventuelle saisine du Conseil constitutionnel, même si le pari est fait qu'aucun recours ne sera déposé par l'opposition contre un texte qui recueille l'approbation des 2/3 des Français.

Retraites : « *L'augmentation de la durée d'activité sera le socle* » d'un rééquilibrage des régimes de retraite, a décidé le gouvernement. Un document d'orientation de 17 pages, envoyé aux partenaires sociaux, doit servir de base à la rédaction d'un projet de loi d'ici à juillet. Pour financer le système, le gouvernement exclut toute hausse générale des impôts, mais souhaite mettre en place une « *contribution supplémentaire de solidarité sur les hauts revenus et les revenus du capital* ».

Contre-propositions PS. « *Nous nous opposerons de toutes nos forces au fait de repousser l'âge légal au-delà de 60 ans* », a déclaré la Première secrétaire à l'issue d'un Bureau national. La 1^{ère} mesure évoquée par Martine AUBRY consiste en une surtaxe de 15% de l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques. Autres propositions : plusieurs mesures de taxation des revenus du capital, des stock-options notamment, qui rapporteraient 19 milliards d'euros dès 2010 et 25 milliards en 2025.

Dominique STRAUSS-KAHN veut travailler plus. Le directeur général du FMI, sur France 2, veut pouvoir remplir sa « *mission* » à la tête de son institution face à la crise. Contraint à un absolu devoir de réserve dû à sa fonction, il martèle : « *La politique, si ça a quelque chose de noble, c'est justement d'être capable de se dire ce qui est important, ce n'est pas mon avenir politique à moi ou l'avenir politique de mon parti - l'avenir le dira -, ce qui compte, c'est de faire ce dont le pays a besoin* ». Sur les retraites, « *il y a plusieurs façons de faire les choses : une manière qui est assez évidente dans beaucoup de pays c'est de dire si on vieillit plus longtemps, il faut qu'on travaille plus longtemps* », a répondu le directeur général du FMI.

PARLEMENT

CMP

Le Conseil supérieur de la Magistrature devant la Commission mixte paritaire. Désaccord entre les parlementaires des deux chambres sur la possibilité pour les avocats qui y siègent à continuer de plaider devant les juridictions judiciaires.

Assemblée nationale

La parité sinon rien. Proposition de loi PS visant à supprimer le financement public aux partis politiques ne respectant pas la parité aux législatives. Elle sera discutée la semaine prochaine.

Têtus. Les députés ont adopté, pour la 3^{ème} fois, le projet de loi organique établissant un contrôle parlementaire sur certaines nominations présidentielles, en rétablissant le texte qu'ils avaient voté mais que refusent les sénateurs. Si la divergence persiste, le texte reviendra à l'Assemblée, le gouvernement pouvant alors lui demander d'avoir le dernier mot.

Sénat

SEAE : proposition de résolution européenne. Adoptée par la commission des affaires étrangères, sur le projet de création du service européen pour l'action extérieure, organe sui generis de l'Union européenne. Le périmètre de ce service devrait être le plus large possible. Les structures de la politique de sécurité et de défense commune et de gestion de crises devraient également faire partie de ce service, qui devrait aussi comprendre les relations avec les Parlements de l'Union européenne. La France doit être suffisamment représentée au sein du service européen pour l'action extérieure et la place du français doit être garantie, en tant que langue de travail, et devenir un mode de communication privilégié avec les citoyens de l'Union européenne, les pays tiers et les organisations internationales.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi de Finances rectificative relevant la contribution française au FMI, et surtout, autorisant la France à apporter sa contribution aux mécanismes européen et international garantissant la stabilité financière de la zone euro. L'accord prévoit la création d'une entité spéciale de droit luxembourgeois : le fonds européen de stabilité financière.

Projet de loi « portant interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public ». Voir rubrique « *Politique intérieure* ».

Communications. La nouvelle gouvernance hospitalière. / L'année Chopin 2010.

Point en discussion. L'état d'avancement de la concertation sur la réforme des retraites.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Recul des créations d'entreprises en avril. Baisse de moins 12,8%. -18,1% si on tient compte des auto-entrepreneurs. Chiffres INSEE.

L'euro au plus bas. Il a chuté à Tokyo à son plus bas niveau face au dollar depuis le 17 avril 2006.

Le pétrole tombe. Les prix du pétrole sont tombés à leur plus bas niveau depuis octobre, mardi, à New York, le baril passant brièvement sous 69 dollars avant de clôturer à 69,41 dollars, alors que les marchés financiers continuent de broyer du noir face à la crise budgétaire de la zone euro.

Annus horribilis pour Air France. Le montant de la perte nette de la compagnie aérienne Air France-KLM, pour son exercice 2009/2010, se monte à 1,55 milliard d'euros, son pire chiffre depuis la naissance du groupe en 2004. Ces résultats sont dus à une baisse du trafic, particulièrement marquée dans le cargo.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La crèche du Ministère. Inauguration dans le XV^{ème} arrondissement de Paris d'une crèche destinée à accueillir des enfants des fonctionnaires « *qui n'ont pas les 35 heures pour quotidien* ». Ouverte en septembre et financée avec l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales de Paris, la nouvelle crèche accueille 35 enfants dont 20 du personnel du ministère.

Bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger. Les parlementaires, Geneviève COLOT et Sophie JOISSAINS, chargées par le Président de la République de réaliser une étude d'impact sur la prise en charge des frais de scolarité, ont écouté les points de vues et expériences des élus. Il s'agit de savoir comment aménager la mesure pour la pérenniser dans un cadre budgétaire contraint. Les parlementaires ont précisé que le Président voulait le maintien de la PEC. Si cette mesure devait être abandonnée, le budget alloué (42 millions) serait reversé au budget général de l'Etat.

Point sur les élections de 2012. L'Assemblée des Français de l'étranger est appelée à rendre un avis sur la question d'un éventuel report des élections en 2012. L'organisation de trois scrutins en deux mois (élection présidentielle, élections législatives et élections des conseillers à l'AFE des zones Europe - Asie et Levant) soulève en effet des difficultés « *informatiques, d'organisation et juridiques* », selon la Direction des Français à l'étranger du Ministère. Pour plus d'informations, voir la proposition de loi déposée par Robert del PICCHIA : <http://senat.fr/leg/ppi09-146.html>.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Le timbre plus cher. Le prix du timbre pour les envois de lettres de moins de 20 grammes, stable depuis 16 mois, augmentera de 2 centimes le 1^{er} juillet, passant à 58 centimes d'euro. Le prix du timbre en tarif économique va passer, de son côté, de 51 à 53 centimes d'euros.

Civisme. 1^{er} conseil d'administration de l'Agence du service civique, qui vise à permettre à 10.000 jeunes de 16 à 25 ans d'effectuer en 2010 des travaux d'intérêt public avec associations, fondations ou ONG en France ou à l'étranger. Le dispositif est doté d'un budget de 40 millions d'euros. Objectif : 25.000 volontaires en 2011, et 75.000 en 2014, soit 10% de la classe d'âge des 16/25 ans. Son coût sera alors de 500 millions d'euros par an.

Le tourisme aux Etats-Unis bat des records. Le nombre des touristes étrangers devrait battre cette année le record établi en 2008, avec une hausse de 6%, à 58,4 millions de touristes étrangers.

Passeport obligatoire pour l'île Saint-Martin. Depuis le 26 avril, les touristes français ne peuvent plus se rendre à Saint-Martin, dans les Antilles, munis d'une simple carte d'identité.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le casse du siècle. Il a eu lieu au Musée d'art moderne de Paris. L'alarme était en panne depuis 2 mois. Les 3 vigiles ne se sont aperçu de rien. Les cambrioleurs ont démonté une fenêtre et son repartis avec un butin estimé à plus de 100 millions d'euros. Dans leur sac : un Picasso, un Matisse, un Braque, un Léger et un Modigliani. La grande question (en dehors de la défaillance incroyable du système de sécurité) : qu'espèrent en faire les voleurs ? Les 5 toiles de maîtres, ayant été déclarées volées dans le monde entier, sont invendables, sauf à des collectionneurs privés...

On se fait une toile ? Pour la 1^{ère} fois depuis 27 ans, la fréquentation des salles de cinéma en France a retrouvé et même dépassé en 2009 le seuil des 200 millions d'entrées. Cette fréquentation record ne se dément pas sur les quatre premiers mois de 2010 avec 11% d'augmentation par rapport à la même période de 2009.

Louer un « ami local ». Le site « rentallocalfriend.com » propose de faire du tourisme dans une ville inconnue en louant les services d' « amis locaux ». Ce service fonctionne dans 15 villes comme New York, Barcelone, Shanghai et New Delhi, grâce à 27 « amis locaux » qui proposent des circuits personnalisés. Le coût varie selon les villes : 80 euros à Milan, 77 dollars à Rio de Janeiro.

2 milliards de vidéos visionnées quotidiennement sur le site YouTube, qui fête ses 5 ans. En moyenne, 24 heures de vidéos sont mises en ligne toutes les minutes, soit l'équivalent de 150.000 longs métrages par semaine.

CARNET

Sports

BLANC chez les Bleus. Laurent BLANC devrait prendre les commandes de l'équipe de France de football après la Coupe du monde et succéder à Raymond DOMENECH (sauf les Bleus devaient remporter la victoire...).

Nominations

Bruno BEZARD, inspecteur général des finances, ancien collaborateur de Lionel JOSPIN à Matignon, nommé chef des services économiques à Pékin.

Jean-Claude THEBAULT, jusqu'alors secrétaire général adjoint de la Commission européenne, nommé directeur général du Bureau des conseillers de politique européenne à Bruxelles.

Pascal COLLANGE, nommé directeur du cabinet de M. JOYANDET, en remplacement de Jérôme PEYRAT, conseiller spécial.

Michel MONNERET pourrait être nommé chef de cabinet de M. de RAINCOURT.

Jean-Sébastien PILCZER, conseiller de tribunal administratif, rejoint le cabinet de M. LELLOUCHE.

Cécile LONGE, jusqu'alors secrétaire générale du Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée, devient directrice adjointe du Centre de crise du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Martin HIRSH présidera la nouvelle Agence du service civique. Les anciens ministres **Luc FERRY** et **Jacques GODFRAIN** en seront les vice-présidents.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr